

# Perspectives

N°26/048 – 24 février 2026

## Thaïlande – La victoire des conservateurs permettra-t-elle de relancer la panne moteur de la croissance ?

- Les résultats des élections générales du 8 février ont placé largement en tête le parti conservateur Bhumjaithai du Premier ministre sortant Anutin Charnvirakul.
- M. Anutin aura la lourde tâche de relancer l'économie thaïlandaise qui fait face à une panne de la consommation, une fragilisation de son commerce extérieur et une compétitivité déclinante.
- Au-delà de la relance conjoncturelle de la croissance, l'économie thaïlandaise se heurte à des problèmes structurels que seules d'amples réformes de fond pourraient régler.
- La Thaïlande doit également repenser sa position au sein de l'environnement géopolitique régional et mondial, afin de retrouver de la souveraineté dans des domaines clés.

politique où le rapport à l'armée et à la monarchie reste structurant.

Les résultats vont à l'encontre des tendances des derniers sondages qui plaçaient le parti réformiste *People's party* en tête avec près de 35% des voix.

Les électeurs lui ont finalement préféré le *Bhumjaithai*, parti conservateur du Premier ministre sortant Anutin Charnvirakul, arrivé en tête avec 193 sièges sur 500 (400 sièges de circonscription et 100 sièges attribués proportionnellement au vote national), un gain remarquable par rapport aux 71 sièges obtenus en 2023.

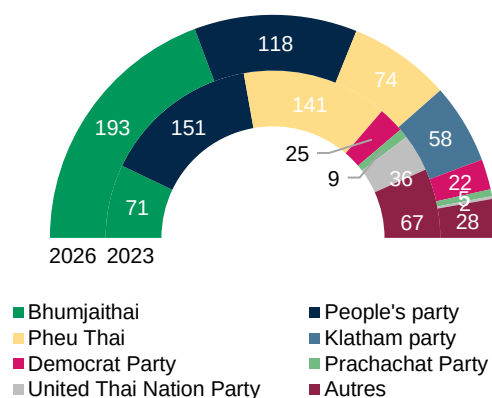
Le *People's party* (PP) recule avec ses 118 sièges contre 151 en 2023 (sous le nom du *Move forward party*, dissous depuis). Principalement soutenu par les jeunes diplômés, critique de la monarchie, des élites conservatrices et de l'armée, son programme prônait une véritable réforme structurelle du pays et de son économie.

### Un résultat surprenant mais reçu favorablement

Au terme d'une campagne de deux mois, les élections législatives anticipées ont donné vainqueur le parti conservateur Bhumjaithai. Elles venaient clôturer une période politique agitée : destitution de la Première ministre en août, puis effondrement de la coalition (PP *People's Party*-Bhumjaithai) au pouvoir.

Elles voyaient s'affronter principalement trois partis : le *Bhumjaithai*, le *Pheu Thai* et le *People's power*, aux histoires marquées par les destitutions et les dissolutions, opposés mais incapables de gouverner les uns sans les autres, dans un espace

Thaïlande: résultat des élections



Sources : Commission électorale, Crédit Agricole

Le *Pheu Thai* arrive en troisième position avec 74 sièges : parti populiste anti-élites majeur des années 2000 sous l'impulsion de la famille Shinawatra, il paie sûrement une succession de scandales, à commencer par la destitution de Paetongtarn Shinawatra en 2025 pour des raisons éthiques liées au conflit frontalier avec le Cambodge et l'affaiblissement de son soutien populaire. Enfin, le parti *Klatham* complète le quatuor de tête avec 58 sièges et devrait former une coalition de gouvernement avec le *Bhumjaithai*.

Ces résultats ont été accueillis favorablement par les marchés financiers (hausse des indices boursiers et appréciation du baht). Ils annoncent un retour temporaire de la stabilité politique, synonyme de confiance pour les investisseurs, après une campagne qui avait érigé le thème de la relance de la croissance en priorité absolue. Les Thaïlandais ont également voté en faveur d'une modification de la Constitution au cours d'un référendum qui se déroulait en même temps que les élections mais les implications du vote sont encore floues.

Ces élections intervenaient ainsi dans un contexte politique tendu : dissolution de l'Assemblée, conflit frontalier avec le Cambodge et négociations commerciales difficiles avec les États-Unis.

Dans ce contexte, le *Bhumjaithai*, qui bénéficiait du soutien des élites conservatrices et monarchiques ainsi que d'un soutien tacite de l'armée, et qui n'avait pas souffert récemment de scandales de destitution, a sûrement profité d'un regain de nationalisme encouragé par M. Anutin dans le cadre du conflit avec le Cambodge. Son succès est sûrement le résultat de ce contexte particulier, et d'une demande de stabilité de la part des électeurs.

## Les moteurs de la croissance en panne

La campagne électorale s'est principalement jouée autour du thème de la relance de la croissance. En effet, les prévisions économiques pour le pays sont moroses : la croissance du PIB pour l'année 2025 devrait s'établir à 2% et les prévisions pour l'année 2026 tournent autour d'1,5%, une valeur faible au regard de l'environnement régional du pays.

Reflet de cette faible croissance, l'inflation demeure encore inférieure à la cible de la banque centrale thaïlandaise, fixée entre 1 et 3%. La Thaïlande n'est ainsi pas sortie de la déflation depuis avril 2025. Et si la faiblesse des prix de l'énergie continue de peser fortement sur l'indice des prix à la

consommation, l'inflation sous-jacente (hors composantes volatiles), légèrement positive, n'est pas suffisamment élevée pour tirer la dynamique générale des prix. La reflation devrait donc être très graduelle, sauf en cas de reprise plus rapide de l'activité.

Derrière la faiblesse des prix se cache en effet un problème de demande domestique et de consommation des ménages. Les salaires stagnent et les indicateurs de confiance des ménages sont en baisse, illustrant le climat morose de l'économie thaïlandaise.

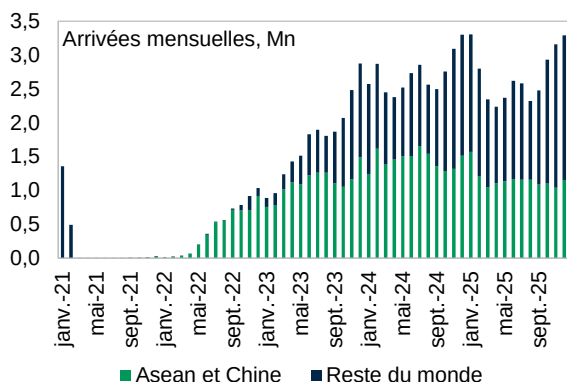
## Comment expliquer la faiblesse de la consommation ?

Tout d'abord, par le taux d'endettement très élevé des ménages qui paralyse une partie de leur revenu disponible. Ce dernier a notamment accéléré durant le Covid-19, passant de 60% à 88% du PIB. Or, entre 4,5 et 10 millions des prêts contractés pendant cette période sont aujourd'hui considérés comme des NPL (*Non performing loans*). Asymétries d'informations lors de la souscription des prêts, exposition des agriculteurs (une des populations les plus endettées) à des conditions météorologiques instables, et tendance au « suremprunt » de la part des Thaïlandais – environ 30% des Thaïlandais ayant contracté un prêt possèdent plus de quatre cartes de crédits – expliquent cette tendance.

Or, les marges de manœuvre pour agir sur les taux de la banque centrale s'amenuisent : elle a déjà procédé à une baisse totale de 100 points de base de son taux directeur entre octobre 2024 et octobre 2025, celui-ci s'établissant à 1,5%. Son gouverneur, Vitai Ratanakorn, a ainsi déclaré que l'efficacité marginale d'une baisse des taux commençait à diminuer. Confrontée à des arbitrages délicats entre relance du crédit et de l'activité, une volatilité des capitaux étrangers qui voient le rendement de leurs placements baisser et la stabilisation du baht, la banque centrale a pour l'instant fait le choix du statu quo, même si une dernière baisse de taux de 25 points de base pourrait avoir lieu en 2026.

Deuxième cause de la faiblesse de la consommation : le tourisme. Secteur phare de l'économie (12% du PIB), ce dernier peine à retrouver son niveau pré-Covid. D'après les derniers chiffres du ministère du Tourisme, les arrivées étrangères ont baissé de 7% en 2025 (à 32,9 millions d'arrivées) par rapport à l'année 2024.

### Tourisme : la dépendance aux flux asiatiques



Sources : BoT, Crédit Agricole S.A./ECO

En 2019, le secteur touristique s'appuyait sur presque 40 millions d'arrivées étrangères. Cet essoufflement du secteur, source essentielle de recettes pour le pays, s'explique par la perte de compétitivité-prix vis-à-vis des pays voisins, causée par l'appréciation du baht mais également par des enjeux internes comme les tensions frontalières avec le Cambodge. La saison estivale, qui correspond au pic des affrontements, a été particulièrement décevante par rapport aux années précédentes. Le secteur espère 36 millions d'arrivées pour l'année 2026, constituées à 70% de touristes en provenance de la région Asie-Pacifique.

Le ralentissement de la croissance et de ses moteurs clés a un impact direct sur la dynamique du ratio dette publique/PIB qui se creuse mécaniquement de plus en plus : il atteint 64% à la fin du T1 2025 et devrait dépasser les 69% en 2029, s'approchant du plafond légal de 70%. Bien que cette dette soit libellée à 98% en baht, ce qui la protège des risques de change, cet « effet boule de neige » créé par le ralentissement de la croissance reste à surveiller. Le gouvernement thaïlandais a déjà annoncé sa volonté de diminuer le déficit budgétaire qui s'établissait à 4,4% du PIB sur l'année fiscale 2026, à 2,1% en 2029, pour inverser la dynamique de la dette publique. Cette volonté pourrait se heurter à la nécessité d'encourager la consommation évoquée par le Bhumjaithai.

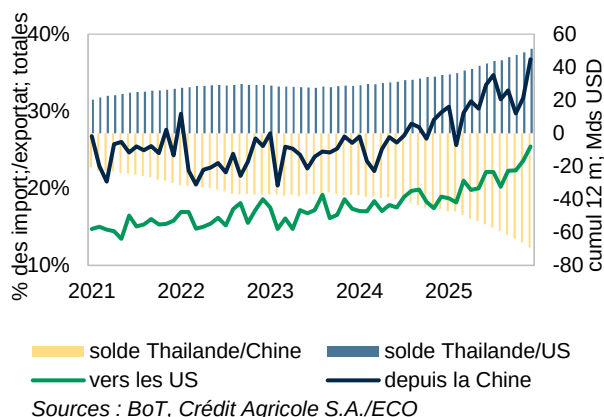
### Le secteur extérieur reste dynamique mais constitue une source d'incertitude

Les investissements directs à l'étranger restent dynamiques : ils se sont établis à 13,6 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2025. Le Thailand Board of Investment (BoI) a également approuvé 60 milliards de dollars de projets au cours de l'année 2025, un montant tiré par le secteur numérique (24 Mds USD), le secteur électronique (8 Mds USD) et dans une moindre mesure le secteur automobile (2,7 Mds USD).

Côté commerce extérieur, les exportations ont fortement progressé en 2025 (12,9% de croissance par rapport à 2024, notamment tirées par un excédent commercial massif avec les États-Unis) mais les importations aussi, portant le déficit de la balance commerciale à 5,6 milliards de dollars, bien au-delà des niveaux pré-Covid qui s'établissaient plutôt autour d'1,5 milliard de dollars.

L'accroissement parallèle du déficit commercial de la Thaïlande vis-à-vis de la Chine, et de son excédent commercial vis-à-vis des États-Unis illustre le fait que le pays a été l'un des principaux bénéficiaires des tensions commerciales entre les deux pays, agissant comme une plateforme de transit pour les exportateurs désireux d'éviter les tarifs américains sur les produits chinois : entre janvier 2024 et décembre 2025, le déficit commercial de la Thaïlande vis-à-vis de la Chine a presque doublé, passant de 37,5 milliards de dollars en janvier 2024 à 69 milliards de dollars en décembre 2025. Sur la même période, l'excédent commercial vis-à-vis des États-Unis est passé de 29 milliards de dollars à 50,9.

### La double dépendance thaïlandaise s'accroît



Avec un tel niveau d'excédent, la Thaïlande faisait partie des pays les plus ciblés par les droits de douane « réciproques » américains – 36% lors de l'annonce du 2 avril – et a eu du mal à négocier. Un accord provisoire a été conclu en octobre 2025 sur la base de droits de douane s'élevant à 19% mais la décision de la Cour suprême américaine sur la suspension des tarifs douaniers renforce l'incertitude liée au commerce avec les États-Unis. M. Trump a déclaré à la suite de cette décision imposer des droits de douane d'un montant de 15% sur l'ensemble des pays sur la base de la section 122 du Trade Act de 1974. Selon cette section, les droits de douane sont en vigueur pour une période de six mois avant la sollicitation obligatoire du Congrès pour les prolonger.

La Thaïlande reste par ailleurs sur la liste de surveillance du Trésor américain sur les pays

manipulateurs de devises en raison de son excédent commercial avec les États-Unis et de son surplus courant.

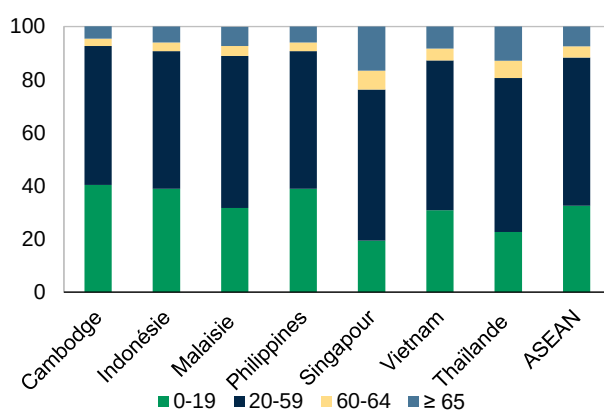
Les exportations représentent toujours entre 60 et 70% du PIB, mais certaines industries majeures sont sur le déclin. L'automobile, fleuron industriel de la Thaïlande, a vu ses exportations baisser de 8,2% sur l'année 2025, une mauvaise nouvelle de plus puisque le marché domestique est en fort repli (en 2024, les ventes ont atteint leur niveau le plus bas depuis quinze ans). La phase d'appréciation du baht nuit également à la compétitivité des exportations thaïlandaises, un phénomène accentué par un environnement régional extrêmement concurrentiel.

L'augmentation du déficit commercial accroît le besoin de financement de la balance courante, traditionnellement compensé par les excédents côté services via le secteur touristique. La Thaïlande, qui bénéficiait d'un excédent courant structurel (4% du PIB en moyenne depuis dix ans), voit cette stabilité menacée par la baisse du tourisme et l'augmentation du déficit commercial. La balance courante devrait néanmoins rester excédentaire pour l'année 2025.

## Au-delà de la conjoncture, l'économie thaïlandaise se heurte à des problèmes structurels

La Thaïlande fait face au vieillissement accéléré de sa population, qui diminue officiellement depuis 2023, en raison à la fois de la baisse du taux de fertilité et de l'accroissement de l'espérance de vie. Cet enjeu démographique crée une pression sur les dépenses publiques - en santé notamment - et constitue aussi un enjeu de disponibilité de main-d'œuvre pour le futur, diminuant l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers, qui préféreront s'installer dans des pays voisins plus dynamiques comme les Philippines (âge médian de 25 ans contre 41 pour la Thaïlande).

**Une population vieillissante**



Sources : ONU, Crédit Agricole S.A./ECO

Couplé au vieillissement de la population et à la stagnation des revenus, l'endettement des ménages - évoqué plus haut - devient un problème que la Thaïlande ne peut plus ignorer. L'enjeu est ressorti plusieurs fois au cours de la campagne électorale mais aucun parti ne propose de solution structurelle pour sortir durablement du mécanisme de surendettement en dehors de mesures de restructuration.

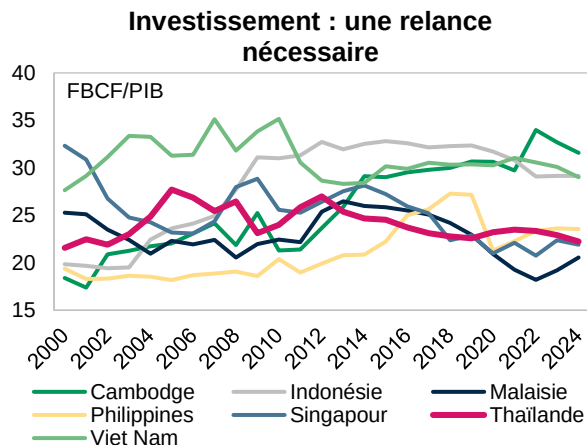
L'écosystème régional de l'ASEAN, très concurrentiel, agit comme un facteur aggravant. Une augmentation du coût de la main d'œuvre, une diminution relative de l'investissement, une mauvaise conjoncture économique ou un contexte politique instable ont un impact démultiplié en raison de la forte compétitivité des pays voisins sur des segments de la chaîne de valeur assez proches de ceux occupés par la Thaïlande. Le marché domestique du pays perd en attractivité : les investisseurs internationaux peuvent favoriser des populations plus jeunes, moins endettées, avec un pouvoir d'achat plus faible mais des perspectives économiques plus dynamiques.

En définitive, la Thaïlande est toujours la troisième économie de l'ASEAN mais représente donc aujourd'hui un cas d'école de piège du revenu intermédiaire. Après un décollage économique fulgurant pendant les années 2000 porté par un secteur exportateur performant et un positionnement concurrentiel sur les chaînes de valeur mondiale, la formule s'essouffle et le pays est aujourd'hui rattrapé par ses concurrents régionaux, qui bénéficient d'une croissance plus forte et d'une compétitivité plus importante. La Thaïlande a donc besoin de réfléchir à la mutation de son modèle de croissance pour réussir à tirer son épingle du grand jeu de la mondialisation.

## Vers un passage à une croissance plus solide et durable ?

La recherche constante d'une croissance fondée sur la compétitivité prix et la production à faible valeur ajoutée n'est plus un modèle soutenable pour la Thaïlande qui ne doit pas tomber dans le piège de la comparaison. L'exemple vietnamien revient souvent dans le débat public thaïlandais comme étant un modèle économique à suivre au vu de sa forte capacité de planification sur le long terme (permise par une stabilité politique que n'a pas la Thaïlande), et de sa croissance (8% pour l'année 2025). Néanmoins, l'économie thaïlandaise n'est pas confrontée à la même configuration domestique ou internationale. Une croissance fondée sur un positionnement plus qualitatif sur les chaînes de valeur, moins dépendante du tourisme et reposant sur une compétitivité hors prix semble plus pertinente afin de développer de nouveaux avantages comparatifs et de se différencier des pays voisins.





Pour se positionner sur ces segments, il apparaît indispensable d'investir dans des actifs immatériels : le système d'éducation, afin de faire émerger une main-d'œuvre qualifiée à moyen terme ainsi que dans les infrastructures, encore insuffisamment développées. L'investissement privé – autour de 20%, sous la moyenne régionale – se situe également à un niveau trop faible pour le moment et doit être encouragé.

Le *Bhumjaithai* s'est emparé du thème de changement structurel de l'économie pendant la campagne mais n'a proposé que des mesures classiques de soutien aux PME et de réformes du cadre réglementaire afin d'attirer plus d'investisseurs étrangers. L'*Economy 10 Plus plan* met tout de même en avant la nécessité de se positionner sur de nouvelles industries en citant notamment l'intelligence artificielle, à travers l'investissement dans les *data centers*. Le numérique constitue donc une voie possible pour la recherche de diversification de la Thaïlande et de l'attraction d'investissements plus qualitatifs.

#### **A la recherche de nouvelles recettes**

Étant donné la hausse annoncée des dépenses de santé, causée par le vieillissement de la population et la trajectoire de la dette publique, le prochain gouvernement rechignera probablement à financer les prochains investissements sans trouver de nouvelles sources de recettes. Ces recettes pourraient venir de l'augmentation de l'assiette fiscale, jusqu'ici freinée par l'ampleur de l'économie informelle, qui représente un manque à gagner colossal pour l'État thaïlandais.

Là encore, les principaux partis ont formulé différentes propositions : le *Pheu Thai* a par exemple proposé d'organiser une loterie quotidienne pour offrir un million de bahts (un peu plus de 30 000 dollars) à neuf personnes chaque jour, afin de les pousser à développer une activité qui générerait des recettes fiscales sur le long terme. Dans son dernier *Economic survey*, l'OCDE affirmait que 50% des travailleurs évoluaient dans

l'informalité. Une des stratégies évoquées pour diminuer cette part serait d'augmenter l'incitation à la formalisation, notamment à travers l'amélioration de la couverture de santé des travailleurs, tout en facilitant les démarches administratives de création d'entreprises.

#### **La Thaïlande en quête de souveraineté**

Pour compléter la reconfiguration de son économie, la Thaïlande doit également réussir à retrouver de la souveraineté dans un contexte international qui ne s'y prête pas.

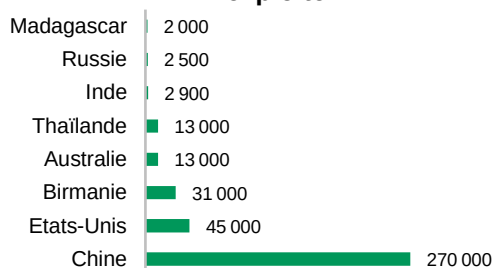
Tout d'abord, le secteur exportateur doit réussir à sortir de sa dépendance vis-à-vis de la Chine et des États-Unis afin de réduire son exposition à de potentiels conflits commerciaux. Une réforme du secteur exportateur est aussi souhaitable : la Thaïlande aurait 30 000 entreprises exportatrices enregistrées mais seulement 7 000 seraient des exportateurs importants et représenteraient 74% des exportations. Parmi les très gros exportateurs, beaucoup sont des entreprises étrangères, comme Mitsubishi, Toyota ou Izuku (Japon) ou encore Dell Corporations (États-Unis). Cette concentration augmente la vulnérabilité potentielle du secteur et met en avant la nécessité de soutenir les PME exportatrices qui ne tirent pas encore leur épingle du jeu.

Un changement dans le positionnement sur la chaîne de valeur modifierait fatalement la structure des exportations. Si l'économie thaïlandaise cesse de se reposer principalement sur son rôle de plaque tournante dans la conception d'éléments mécaniques et électroniques, elle pourrait diversifier ses sources d'approvisionnements ainsi que ses débouchés. Elle pourrait y parvenir en développant son commerce régional et en s'ouvrant à de nouveaux marchés comme les pays du Golfe, en s'appuyant par exemple sur le développement de la production de véhicules verts, une piste déjà envisagée, le pays ayant pour ambition de se positionner comme un des leaders mondiaux du secteur.

#### **Terres rares : opportunité ou vulnérabilité face à l'appétit américain ?**

Les terres rares, nouvelle ressource stratégique phare mise en lumière par les sanctions chinoises de 2025 constituent un autre moyen de pression géoéconomique. Dans un contexte de contrôle quasi total de la chaîne d'approvisionnement des terres rares par la Chine, la Thaïlande pourrait tirer son épingle du jeu. D'après les données de l'*United States Geological Survey* publiées en 2024, la Thaïlande serait le sixième producteur mondial de terres rares, malgré de très faibles réserves comparées à la Chine.

### Terres rares : un potentiel à exploiter ?



Production minière en tonnes pour l'année 2024

Sources : US Geological Survey, Crédit Agricole S.A./ECO

Le développement d'une industrie domestique permettrait à la Thaïlande de se placer en alternative aux deux géants que sont la Chine et les États-Unis qui occupent les deux premières places du classement, ou en tout cas de ne pas en être dépendant. Cette industrie est inexistante à l'heure actuelle et nécessiterait un volume important d'IDE et d'investissements publics pour voir le jour. Mais, particulièrement nocive pour l'environnement, le développement de ce genre d'industries extractives nécessiterait une vigilance accrue pour ne pas augmenter les risques de pollution des cours d'eau ainsi que la déforestation.

En outre, l'affirmation d'une position autonome sur ce sujet semble ardue : la Thaïlande et les États-Unis ont signé en octobre 2025 un mémorandum portant sur l'exploitation des terres rares sur le territoire thaïlandais qui a été très mal perçu au niveau domestique. Ce mémorandum prévoit un partage d'informations et de compétences afin d'améliorer l'expertise et la compétitivité de la Thaïlande, ainsi que la création de certains mécanismes de coopération, mais également la livraison d'informations pertinentes en priorité aux entreprises américaines ainsi que des démarches facilitées pour investir dans le secteur en Thaïlande. La Malaisie, qui négociait un mémorandum quasi similaire avec les États-Unis, a pu faire sortir ce point de l'accord, ce que souhaite aussi la Thaïlande, sans succès pour l'instant.

Il est encore trop tôt pour dire si ce mémorandum n'était que le produit d'une conjoncture politique et géopolitique défavorable ou s'il est révélateur d'une véritable incapacité de la Thaïlande à s'émanciper sur le plan géoéconomique.

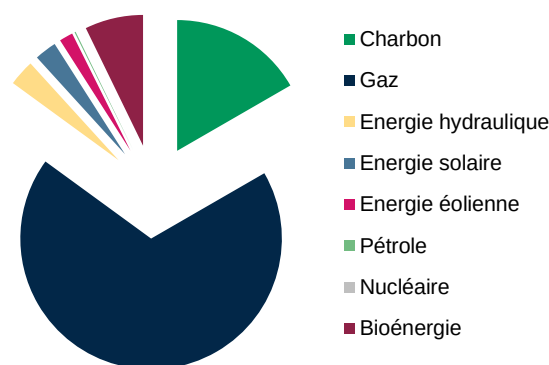
### Energie : la transition est aussi un enjeu de souveraineté

L'enjeu énergétique est également essentiel pour ce pays ne disposant pas de ressources fossiles massives, à l'économie encore très carbonée. Les importations fossiles pèsent lourd dans la balance commerciale du pays qui importe principalement son pétrole des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, des États-Unis et de fournisseurs

régionaux (Australie, Malaisie, Indonésie). Le pays est donc très vulnérable en cas de perturbations liées au pétrole en provenance du Moyen-Orient. L'approvisionnement régional, notamment en provenance de la Malaisie, doit être encouragé et soutenu afin d'entretenir un semblant de souveraineté énergétique.

La décarbonation du mix énergétique thaïlandais est une autre voie afin de diminuer la dépendance énergétique. Le pays explore déjà les possibilités offertes par la petite énergie nucléaire. Les orientations du dernier plan de développement de l'électricité partagées en 2026 mettent notamment en avant la volonté d'avoir au moins 51% d'énergie renouvelable dans le mix énergétique à horizon 2037 ainsi que la sortie progressive du charbon.

### Une production d'électricité encore très carbonée



Sources : Our World in Data, Crédit Agricole S.A./ECO

### Perspectives pour l'année 2026

Les résultats des élections laissent entendre que la Thaïlande ne connaîtra pas de bouleversement structurel de son économie et que sa trajectoire de croissance devrait vraisemblablement continuer à ralentir et s'établir à 1,5% pour l'année 2026, bien en dessous de l'objectif de 3% annoncé par le *Bhumjaithai*. Les résultats ne font pas tout, et une des clés pour conserver la stabilité politique de la sera la formation rapide d'un gouvernement qui pourra démarrer l'exécution du budget au plus vite (la Thaïlande a connu plusieurs problèmes de décaissement de son budget par le passé).

M. Anutin devrait rester Premier ministre et continuer sa politique de soutien aux ménages notamment via des subventions réduisant le coût de l'énergie et de certains produits alimentaires, des mesures spéciales pour encourager l'épargne, des prêts bonifiés pour l'achat de véhicules. Côté offre, le programme du *Bhumjaithai* inclut notamment la stimulation des petites entreprises via la commande publique, le développement de garanties et la promotion de l'économie verte. Malgré d'excellents résultats électoraux, l'action du prochain Premier ministre devra rester en phase avec la coalition

gouvernementale, une des hypothèses les plus probables étant une alliance avec le *Pheu Thai* et le parti *Klatham*, quatrième des élections. La confirmation des résultats par la commission électorale est encore en attente.

Enfin, il faudra observer si le sentiment nationaliste issu du conflit avec le Cambodge, encouragé par M. Anutin et canalisé durant sa campagne, n'était

que le fruit d'une dynamique électorale, ou bien d'une véritable évolution de la posture de la Thaïlande vis-à-vis de son voisin. Une seule certitude, dans cette zone d'extrême concurrence, la Thaïlande aura fort à faire pour ne pas se laisser dicter son agenda et ses priorités par ses voisins, ses alliés ou ses ennemis.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



## Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

[En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,  
contrepoids à l'adversité](#)

| Date       | Titre                                                                    | Thème                       |
|------------|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| 23/02/2026 | Podcast – Les faits marquants de la semaine – 23 février 2026            | Monde                       |
| 20/02/2026 | Monde – L'actualité de la semaine                                        | Monde                       |
| 18/02/2026 | Zone euro – Accélération des défaillances en fin d'année 2025            | Zone euro                   |
| 17/02/2026 | Royaume-Uni – Système bancaire : une révision du cadre prudentiel        | Royaume-Uni, banque         |
| 16/02/2026 | ECO Tour 2026 : état de l'économie française secteur par secteur         | Sectoriel, économie, France |
| 13/02/2026 | Monde – L'actualité de la semaine                                        | Monde                       |
| 13/02/2026 | France – Une hausse du taux de chômage en fin d'année 2025 à relativiser | France                      |

### Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géoéconomie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LÉBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO, Morgane ABBAS

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Nathalie MARCET

Contact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*